

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 113

[C - 2007/29446]

19 OCTOBRE 2007. — Décret relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent décret on entend par :

1° Employeur : la personne habilitée et désignée pour engager juridiquement une des institutions ou un des services visés au 3°;

2° Cadastre de l'emploi : la banque de données informatisée coordonnée par le Secrétariat général en application des articles 3 à 8 sur la base des renseignements fournis par les banques de données fédérales, régionales et/ou communautaire existantes ou à venir et, à défaut, récoltés auprès des employeurs autorisés, déclarés, contrôlés, subsidiés, agréés et/ou reconnus par la Communauté française;

3° Non marchand : les institutions ou services relevant des secteurs social, sanitaire, sportif, culturel et audiovisuel, qui sont autorisés, déclarés, contrôlés, subsidiés, agréés et/ou reconnus par la Communauté française, qui relèvent à ce titre des attributions de la Direction générale de l'aide à la jeunesse, de la Direction générale de la santé, de la Direction générale du sport, de la Direction générale de la culture, du Service général de l'audiovisuel et des multimédias, du Secrétariat général, ou dont la tutelle et la gestion relèvent, de « l'Office de la Naissance et de l'Enfance », organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique en application du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé : « ONE »

CHAPITRE II. — Notion de cadastre de l'emploi

Art. 2. § 1^{er}. Le Secrétariat général a pour mission de créer et de gérer un cadastre de l'emploi contenant pour le non marchand les informations requises par les articles 4 et 7.

Le Gouvernement définit les modalités de récolte, transmission et traitement des données ainsi que les délais et fréquences endéans lesquels ils doivent s'effectuer, dans le respect des principes suivants :

1° En tant qu'outil de gestion tel que défini au chapitre III, les données personnelles non codées disponibles sont récoltées une fois par an et portent sur l'année civile précédente. Des modalités de récolte des données dans des délais inférieurs à un an peuvent être prévues par le Gouvernement si cela s'avère nécessaire pour une gestion optimale des subventions au bénéfice des employeurs. Ces données sont conservées pendant une période de 10 ans débutant le premier jour du trimestre qui suit celui de la réception des données. En cas de recours contre une décision prise sur la base de ces données, celles-ci sont conservées jusqu'à ce qu'une solution amiable ou judiciaire soit définitivement trouvée;

2° En tant qu'outil statistique tel que défini au chapitre IV, la récolte d'informations agrégées anonymes ou, à défaut, codées auprès de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale ou auprès de banques de données régionales et/ou communautaires s'effectue une fois par an. Ces données sont conservées sans délai dans le temps.

§ 2. Le Gouvernement définit les modalités relatives à la sécurité et à la confidentialité des données personnelles liées à la création de ce cadastre de l'emploi et à son utilisation par les diverses Administrations de la Communauté française, dans le respect des principes suivants :

1° La mise en place du cadastre de l'emploi, l'établissement du plan de sécurité et de confidentialité des données personnelles non codées et des données agrégées anonymes ou, à défaut, codées relèvent de la responsabilité du Secrétariat général, en sous-traitance avec l'ETNIC, dans le respect des missions dévolues à cette entreprise publique en application du décret de la Communauté française du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'information et de la Communication de la Communauté française, et sous le contrôle d'un conseiller en sécurité du Ministère de la Communauté française désigné par le Gouvernement;

2° En application de l'article 5, seules les données personnelles non codées nécessaires à la vérification du respect des critères d'octroi de l'agrément ou de la reconnaissance ou à la justification des subventions du secteur d'activités concerné sont transmises aux Directions générales, Service général, Secrétariat général et ONE mentionnés à l'article 1^{er}, 3°, pour ce qui les concerne. Les coordonnées des personnes concernées et la limitation du flux d'informations fait partie du plan de sécurité et de confidentialité mentionné au point 1°;

3° En application de l'article 8, seules les données agrégées anonymes ou, à défaut, codées nécessaires à l'élaboration de statistiques pertinentes et à l'optimisation dans la prise de décisions concernant les politiques de subventionnement et de développement du secteur non marchand sont transmises aux Directions générales, Service général, Secrétariat général et ONE mentionnés à l'article 1^{er}, 3°, pour ce qui les concerne. Les coordonnées des personnes disposant de ces données et la limitation du flux d'informations font partie du plan de sécurité et de confidentialité mentionné au 1° de cet alinéa;

4° Les services du Ministère de la Communauté française et/ou les services de l'ONE procèdent à l'agrément, la reconnaissance et/ou la liquidation des subventions sur la base de données authentiques obtenues via les banques de données fédérales, régionales et/ou communautaire complétées par des données complémentaires obtenues directement auprès des employeurs concernés et non disponibles auprès de sources authentiques;

5° Les services du Ministère de la Communauté française et/ou les services de l'ONE mettent à disposition des employeurs visés à l'article 1^{er}, 1°, selon une procédure sécuritaire prévue dans le plan de sécurité et de confidentialité et dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données cadastrales qui les concernent directement et qui ont servi de base à toute décision en termes d'agrément, reconnaissance, autorisation, déclaration ou liquidation de subventions. Le Gouvernement définit les modalités et les délais de transmission de ces données cadastrales aux employeurs concernés ainsi qu'une procédure de recours éventuel.

§ 3. Dans sa mission de création et de gestion du cadastre de l'emploi, le Secrétariat général agit dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution.

§ 4. Le Gouvernement détermine d'autres modalités d'obtention des informations relatives à l'emploi dans l'hypothèse où soit un événement de force majeure empêche la tenue du cadastre de l'emploi, soit un événement imprévisible met en péril l'agrément, la reconnaissance et/ou la liquidation de subventions en raison d'un dysfonctionnement du cadastre de l'emploi.

§ 5. Les divers arrêtés d'exécution relatifs à la mise en œuvre du cadastre de l'emploi sont soumis pour avis à la Commission de la protection de la vie privée instituée dans le cadre de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ainsi qu'aux commissions d'avis ou conseils d'avis compétents.

Conformément à l'article 15 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, toutes les demandes de données effectuées auprès de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, sont soumises pour avis ou autorisation préalable au comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.

CHAPITRE III. — *Le cadastre de l'emploi comme outil de gestion*

Art. 3. Le cadastre de l'emploi :

1° Permet l'octroi et la vérification des justifications des subventions liées à des critères concernant l'emploi sur la base de données authentiques obtenues auprès des banques de données fédérales, régionales et/ou communautaire existantes ou à venir, couplées aux données transmises directement par l'employeur dans la mesure où celles-ci ne sont reprises dans aucune des banques de données précitées;

2° Permet la vérification du respect des critères d'octroi de l'agrément ou de la reconnaissance liés à l'emploi, sur la base de données authentiques obtenues auprès des banques de données fédérales, régionales et/ou communautaire existantes ou à venir, couplées aux données transmises directement par l'employeur dans la mesure où celles-ci ne sont reprises dans aucune des banques de données précitées;

3° Centralise en un seul lieu les données relatives aux employeurs ainsi qu'aux travailleurs relevant de la compétence de la Communauté française;

4° Permet l'estimation de l'impact d'une modification législative ou réglementaire de façon individuelle, employeur par employeur.

Le cadastre de l'emploi concerne l'octroi et la justification de subventions ainsi que la vérification du respect des critères d'octroi d'un agrément ou d'une reconnaissance, de tout projet d'une durée égale ou supérieure à 12 mois. Seules les données strictement nécessaires à l'agrément, la reconnaissance, et/ou l'octroi de subventions sont légalement imposées dans le cadre du cadastre de l'emploi.

Art. 4. § 1^{er}. Pour remplir les missions définies à l'article 3, le Secrétariat général prévoit les variables suivantes dans le cadastre de l'emploi :

1° En ce qui concerne le service ou l'institution :

- a) Le numéro d'identification à la Banque-Carrefour des Entreprises;
- b) Les coordonnées complètes du service ou de l'institution;
- c) Le numéro d'identification propre à l'Administration compétente pour la vérification du respect des conditions d'autorisation, de déclaration, de contrôle, d'agrément, de reconnaissance et/ou de subvention;
- d) La (ou les) commission(s) paritaire(s) et, éventuellement, la (ou les) sous-commission(s) paritaire(s) ou secteur(s) d'activités dont relève le service ou l'institution;
- e) La ou les sources de financements publics.

2° En ce qui concerne les personnes engagées dans le cadre d'un contrat de travail ou dans un cadre statutaire, ou qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, fournissent des prestations de travail sous l'autorité de l'employeur :

- a) L'identification du travailleur;
- b) Les éléments relatifs à la fonction du travailleur nécessaires à l'octroi de l'agrément, de la reconnaissance et/ou des subventions;
- c) Les éléments relatifs au temps de travail du travailleur nécessaires à l'octroi de l'agrément, de la reconnaissance et/ou des subventions;
- d) Les éléments relatifs au coût salarial, y compris les aides à l'emploi éventuelles, nécessaires à l'octroi de l'agrément, de la reconnaissance et/ou des subventions;

3° En ce qui concerne les prestataires de services qui exercent une activité au sein de l'institution ou du service en tant que travailleur indépendant :

- a) L'identification du travailleur;
- b) Les éléments relatifs à la fonction du prestataire de services nécessaires à l'octroi de l'agrément, de la reconnaissance et/ou des subventions;
- c) Les éléments relatifs aux heures prestées par le prestataire de services nécessaires à l'octroi de l'agrément, de la reconnaissance et/ou des subventions;
- d) Les éléments relatifs aux indemnités versées au prestataire de services nécessaires à l'octroi de l'agrément, de la reconnaissance et/ou des subventions.

§ 2. Le Gouvernement détermine, dans les arrêtés d'exécution relatifs à l'agrément, la reconnaissance et/ou les subventions des différents secteurs d'activités, les éléments énumérés au § 1^{er} nécessaires à l'exercice de cette mission, dans le strict respect des objectifs mentionnés à l'article 3.

§ 3. Le calcul des équivalents temps plein (ETP) s'effectue en tenant compte de la somme de toutes les occupations de l'ensemble des travailleurs auprès d'un même employeur pendant un trimestre. Ce calcul fait référence au tel qu'il est déterminé par l'O.N.S.S. et explicité à l'article 2, 2^o, g), de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I) visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale.

Art. 5. Le Secrétariat Général met à la disposition des Ministres compétents, des Directions générales, du Secrétariat général et de l'ONE pour les matières relevant de leur compétence et dans le strict respect de la règle de proportionnalité entre les informations transmises et les objectifs poursuivis par ces derniers, les données nécessaires pour remplir les missions définies à l'article 3.

CHAPITRE IV. — *Le cadastre de l'emploi comme outil statistique*

Art. 6. Le cadastre de l'emploi, comme outil statistique, concerne exclusivement les travailleurs relevant du non marchand. Il permet :

1° L'élaboration de statistiques pertinentes en termes d'évaluation des besoins dans les matières relevant de la Communauté française, de nombre et de qualité d'emplois créés, de nombre et d'importance de services ou institutions du non marchand;

2° L'optimisation dans la prise de décisions concernant les politiques de subventionnement et de développement du secteur non marchand.

Art. 7. § 1^{er}. Pour remplir les missions définies à l'article 6, le Secrétariat général prévoit les variables suivantes dans le cadastre de l'emploi :

1° Les éléments nécessaires à la détermination des secteurs d'activités : commission paritaire, secteur NACE, type d'agrément et de reconnaissance;

2° Les éléments permettant de déterminer les emplois, en équivalents temps plein (ETP), par secteur d'activité, par diplôme, sexe, fonction, classe de salaires, âge;

3° La répartition des emplois par sexe, par âge, par diplôme, par région, en fonction des heures prestées ou du niveau des salaires, par fonction, par barème;

4° La répartition des aides à l'emploi par secteur, sexe, fonction, classe de salaires, âge;

5° Les éléments nécessaires à l'étude de « rotation du personnel », de flux hors et vers les secteurs, de la stabilité de l'emploi, de la mobilité intra et inter sectorielle, de la capacité d'insertion de travailleurs issus des programmes de remise au travail tels que les agents contractuels subventionnés, les travailleurs bénéficiant de la mesure APE ou du programme de transition professionnelle, sur un autre marché du travail.

§ 2. Le calcul des équivalents temps plein (ETP) s'effectue en tenant compte de la somme de toutes les occupations de l'ensemble des travailleurs auprès d'un même employeur pendant un trimestre. Ce calcul fait référence au tel qu'il est déterminé par l'O.N.S.S. et explicité à l'article 2, 2^o, g), de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I) visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale.

§ 3. Le Gouvernement précise les éléments énumérés au § 1^{er} nécessaires à l'exercice de cette mission ainsi que les éléments de prospective budgétaire lui permettant de calculer les évolutions salariales et anticiper toute augmentation barémique importante, dans le strict respect des objectifs mentionnés à l'article 6.

§ 4. Si ces études statistiques nécessitent l'obtention de données codées, celle-ci ne se réalisera que moyennant l'autorisation donnée par le comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.

Art. 8. Le Secrétariat général met à la disposition des Ministres compétents, des Directions générales, du Secrétariat général et de l'ONE, pour les matières relevant de leur compétence, les données agrégées anonymes ou, à défaut, codées nécessaires pour remplir les missions définies à l'article 6.

CHAPITRE V. — *Contrôle*

Art. 9. Le Gouvernement désigne les fonctionnaires et agents chargés de veiller au respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'application.

Le Gouvernement désigne un conseiller en sécurité dépendant du Ministère de la Communauté française et prévoit les modalités d'établissement d'une liste nominative reprenant les personnes disposant d'un accès autorisé d'une part aux données individuelles non codées, d'autre part aux données agrégées anonymes ou, à défaut, codées. Cette liste nominative est mise à disposition de la Commission de la protection de la vie privée instituée dans le cadre de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

CHAPITRE VI. — *Evaluation*

Art. 10. § 1^{er}. Deux Comités sont constitués par le Gouvernement :

1° Un Comité d'accompagnement ayant une double mission : d'une part préparer et/ou rendre des avis sur les modalités d'exécution opérationnelle, financière, technique et administrative découlant de la mise en œuvre du décret, des arrêtés d'application et des programmes d'action relatifs au cadastre, d'autre part évaluer le présent décret;

2° Un Comité de pilotage chargé de préparer et/ou rendre des avis sur les dispositions de programmation, d'exécution ou d'adaptation nécessitant une concertation entre les parties concernées par le cadastre de l'emploi.

§ 2. La composition du Comité d'accompagnement et son mode de fonctionnement sont arrêtés par le Gouvernement sur proposition du (de la) Ministre-Président(e) et sur avis préalable du Secrétaire général. Le Comité est présidé par le Secrétaire général ou son représentant. Il comprend essentiellement les responsables administratifs et techniques des opérations ainsi que les représentants des Ministres concernés. Il peut associer des experts à ses travaux.

§ 3. Dans sa mission d'avis, le Comité d'accompagnement rend en particulier des avis sur les prestations menées par des sous-traitants dans ce cadre, sur la liquidation des sommes engagées à leur bénéfice; il accompagne les processus techniques.

§ 4. Dans sa mission d'évaluation, le Comité d'accompagnement procède à une évaluation bis annuelle du présent décret. Les modalités de mise en œuvre de la procédure d'évaluation sur base des orientations ci-dessous sont arrêtées par le Gouvernement sur proposition du (de la) Ministre-Président(e).

§ 5. Les principes et orientations de l'évaluation menée par le Comité d'accompagnement sont les suivants :

a) La procédure d'évaluation comporte trois phases successives :

1° Une phase d'analyse proprement dite, diligentée par le Secrétariat général et comportant la réalisation d'un rapport d'évaluation avant la fin du mois d'avril suivant la période de référence de deux ans sur laquelle porte l'évaluation;

2° Une phase d'examen du rapport par le Comité d'accompagnement auquel seront associés les organismes d'intérêt public (OIP) concernés de la Communauté française ainsi que les conseils d'avis et commissions d'avis concernés;

3° Une phase d'approbation du rapport et des conclusions du Comité d'accompagnement par le Gouvernement, après avis du Comité de pilotage;

4° Le rapport d'évaluation approuvé est transmis aux commissions d'avis et conseils d'avis concernés ainsi qu'au Parlement de la Communauté française.

b) Le contenu de l'évaluation portera à minima :

1° Sur l'impact des règles régissant le cadastre permanent de l'emploi en termes de simplification administrative en interne et dans ses relations avec les tiers;

2° Sur la qualité et la quantité des données de gestion et des informations statistiques disponibles;

3° Sur les moyens administratifs et techniques réservés au processus cadastral;

4° Sur les perspectives de développement du processus cadastral, tant au sein de la Communauté française qu'avec les autres entités fédérales et fédérées concernées.

La première évaluation est réalisée par ce Comité à la fin de la deuxième année civile suivant l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 6. La composition du Comité de pilotage et son mode de fonctionnement sont arrêtés par le Gouvernement sur proposition du (de la) Ministre-Président(e). Le Comité est présidé par le (la) Ministre-Président(e) ou son représentant; il associe à ses travaux les partenaires sociaux et peut également y associer des experts.

§ 7. Dans sa mission de pilotage, le comité de pilotage veille en particulier au maintien des orientations prises par le décret et par ses arrêtés d'application ainsi qu'à la prise de décisions adaptatives rendues nécessaires par la survenance d'événements imprévus.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives et entrée en vigueur*

Art. 11. A l'article 8 du décret de la Communauté française du 28 février 1978 organisant le Service public de la Lecture, tel que modifié par les décrets du 19 juillet 1991 et du 17 décembre 2003, l'alinéa 1^{er}, 1°, est modifié comme suit :

« 1° Des subventions forfaitaires dont il fixe le nombre et le montant selon des critères qu'il détermine au titre d'intervention dans la rémunération du personnel technique ou dirigeant conformément aux dispositions du décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses. Conformément au décret précité du 17 décembre 2003, le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 12. A l'article 7 du décret de la Communauté française du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, tel que modifié par le décret du 17 décembre 2003, est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat Général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 13. L'article 47, alinéa 3 du décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse, tel que modifié par les décrets du 29 mars 2001 et du 1^{er} juillet 2005, est remplacé par la disposition suivante :

« La part fixe couvre les frais de personnel et les frais de fonctionnement du service. Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives aux frais de personnel, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 14. A l'article 27bis du décret de la Communauté française du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels, tel qu'inséré par le décret du 17 décembre 2003, est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives à l'emploi ouvrant le droit à une subvention, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 15. A l'article 4 du décret de la Communauté française du 13 juillet 1994 portant agrément et subvention des centres d'archives privées en communauté française de Belgique est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas 2 et 3, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne la subvention traitement, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 16. Un article *18bis*, rédigé comme suit, est inséré entre l'article 18 et l'article 19 dans le décret de la Communauté française du 13 juillet 1994 relatif au théâtre pour l'enfance et la jeunesse :

« Art. *18bis*. Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives à l'emploi, tant pour l'agrément que pour les subventions, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 17. Le décret de la Communauté française du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, tel que modifié par les décrets du 11 juillet 2002 et du 17 juillet 2003, est modifié comme suit :

1° A l'article 10 est inséré entre l'alinéa 1^{er} et le 2^e alinéa, un alinéa rédigé comme suit : « Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les conditions d'utilisation des subventions liées à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

2° A l'article 14 est ajouté un § 3 :

« § 3. Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les conditions d'utilisation des subventions liées à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution ».

3° A l'article 16 est inséré entre le 1^{er} et le 2^e alinéa actuel un alinéa rédigé comme suit : « Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les conditions d'utilisation des subventions liées à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

4° L'article *17ter*, § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement fixe les conditions d'octroi des subventions aux structures visées au § 1^{er}. Il détermine s'il échet, en ce qui concerne les conditions d'octroi liées à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 18. Un article *15ter*, rédigé comme suit, est inséré entre l'article *15bis* et l'article 16 dans le décret de la Communauté française du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances :

« Pour l'application des articles 11, 14, 15 et *15bis*, le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives au personnel, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 19. A l'article 49 du décret de la Communauté française du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, tel que modifié par le décret du 3 mars 2004, est ajouté un alinéa 6 :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les charges éligibles, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 20. A l'article 11 du décret de la Communauté française du 12 juillet 2001 visant la reconnaissance et le subventionnement du Comité olympique et interfédéral belge est ajouté un 6° :

« 6° Le Gouvernement détermine s'il échet, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 21. Un article *8ter*, rédigé comme suit, est inséré entre l'article *8bis* et l'article 9 dans le décret de la Communauté française du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale :

« Pour l'application des articles 8 et *8bis*, le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives aux frais de personnel, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du

15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 22. L'article 24, § 1^{er}, du décret de la Communauté française du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 24, § 1^{er}. Le Gouvernement fixe les modalités de liquidation et de justification des subventions visées au présent chapitre. Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat Général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 23. L'article 20, alinéa 1^{er}, du décret de la communauté française du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement fixe les modalités de liquidation et de justification des subventions visées au présent chapitre. Il détermine s'il échet, en ce qui concerne les conditions d'octroi liées à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 24. Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré entre l'article 11 et l'article 12 dans le décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, et pour autant que les conditions de subvention soient liées à la qualité de l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 25. A l'article 5 du décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « ONE » est ajouté un deuxième alinéa :

« Pour l'application de l'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 26. A l'article 12 du décret de la Communauté française du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés est ajouté un alinéa 3 :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les conditions de subvention liées à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 27. L'article 74, § 2, du décret de la Communauté française du 27 février 2003 sur la radiodiffusion est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le Gouvernement détermine les critères et les modalités d'octroi des subventions, notamment en prévoyant l'attribution d'un forfait de base identique à chaque télévision locale et en tenant compte du volume d'emplois et du volume de production propre répondant à sa mission de service public visée à l'article 64.

Il détermine s'il échet, en ce qui concerne le volume d'emplois, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 28. A l'article 40 du décret cadre de la Communauté française du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène est ajouté un deuxième alinéa :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, par domaine et par types d'activités requérant des données en termes d'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 29. Le décret de la Communauté française du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire est modifié comme suit :

1° A l'article 33 est ajouté un deuxième alinéa : « Pour autant que ces subventions soient liées à des frais de personnel, le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne ces frais de personnel, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du

19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

2° A l'article 34 est inséré un nouvel alinéa entre le 1^{er} et le 2^e alinéas, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les frais de personnel, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

3° A l'article 35 est inséré un nouvel alinéa entre le 1^{er} et le 2^e alinéas, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne la preuve des frais d'engagement de personnel visé à l'article 16, §§ 2 et 3, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 30. L'article 9, 2, du décret de la Communauté française du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente est remplacé par la disposition suivante :

« 2. si l'association a un champ d'action qui couvre au moins une province ou une région dont le nombre d'habitants est au moins équivalent à un nombre arrêté par le Gouvernement, un subside forfaitaire annuel à l'emploi. Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne ces données relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 31. Le décret de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses est modifié comme suit :

1° A l'article 4 est ajouté un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives à l'emploi comprenant entre autres les rémunérations, cotisations sociales et charges diverses, autres subventions émanant de pouvoirs publics et respect des barèmes édictés par la (ou les) convention(s) collective(s) de travail de la Commission paritaire n° 329, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

2° L'article 12, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice de l'article 4 et selon des modalités fixées par le Gouvernement après avis des commissions et instances d'avis compétentes dans les divers secteurs concernés par le décret, l'employeur fournit chaque année la preuve qu'il respecte l'ensemble des conditions du décret pour l'obtention de la subvention au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit l'année pendant laquelle il bénéficie de subventions en application du décret. »

Art. 32. A l'article 16 du décret de la Communauté française du 31 mars 2004 relatif à l'adoption, tel que modifié par le décret du 1^{er} juillet 2005, est ajouté un troisième alinéa :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives aux frais de personnel, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 33. Le décret de la Communauté française du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs est modifié comme suit :

1° Un article 18bis, rédigé comme suit, est inséré entre l'article 18 et l'article 19 :

« Art. 18bis. Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

2° Un article 21bis, rédigé comme suit, est inséré entre l'article 21 et l'article 22 :

« Art. 21bis. Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 34. A l'article 13 du décret de la Communauté française du 12 mai 2004 relatif à l'Aide aux enfants victimes de maltraitance est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 35. A l'article 4 du décret de la Communauté française du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française est ajouté un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne la subvention de traitement, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 36. Le décret de la Communauté française du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française est modifié comme suit :

1° A l'article 30, § 1^{er}, est ajouté un alinéa 3, rédigé comme suit : « Le Gouvernement détermine, en ce qui concerne informations relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

2° A l'article 31, § 1^{er}, est inséré un nouvel alinéa entre le 1^{er} et le 2^e alinéas, rédigé comme suit : « Le Gouvernement détermine, en ce qui concerne les informations relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 37. A l'article 10 du décret de la Communauté française du 30 mars 2007 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives francophones est ajouté un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine, en ce qui concerne les informations relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 38. A l'article 3 du décret du 2 juillet 2007 visant le subventionnement de la formation des jeunes footballeurs est ajouté après l'alinéa 1^{er}, un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine, en ce qui concerne les informations relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 39. A l'article 5, alinéa 2 du décret du 12 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement de services d'accueil téléphonique des enfants, est ajouté in fine, un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine, en ce qui concerne les informations relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 40. A l'article 6 du décret du 12 mai 2004 fixant les conditions d'octroi de subventionnement pour l'organisation d'activités sportives de quartier tel que modifié par le décret du 25 mai 2007, est ajouté in fine un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine, en ce qui concerne les informations relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 41. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Dès l'entrée en vigueur du décret, une période transitoire de deux ans est prévue durant laquelle le passage de la méthode actuelle de récolte de données à l'utilisation des données cadastrales sera organisé par le Secrétariat général, en collaboration avec les administrations compétentes.

Durant la période transitoire une évaluation de la mise en œuvre est réalisée par le Comité d'accompagnement après un an à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 octobre 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—
Note

(1) *Session 2006-2007-2008.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 442-1.

Documents du Conseil. — Amendements de commission, n° 442-2. — Rapport, n° 442-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du mercredi 10 octobre 2007.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 113

[C — 2007/29446]

19 OKTOBER 2007. — Decreet betreffende de invoering van een geïnfomatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° werkgever : de persoon die gemachtigd wordt en aangewezen wordt om één van de instellingen of één van de diensten bedoeld in 3° juridisch te verbinden;

2° geïnfomatiseerde databank voor tewerkstelling : de geïnfomatiseerde databank, door het secretariaat-generaal gecoördineerd met toepassing van de artikelen 3 tot 8 op grond van de inlichtingen die worden verstrekt door de bestaande of op te richten databanken van de federale, gewest en/of gemeenschapsoverheden en, bij ontstentenis daarvan, die worden ingezameld bij de door de Franse Gemeenschap toegelaten, aangemelde, gecontroleerde, gesubsidieerde en erkende werkgevers;

3° non-profit sector : de instellingen of diensten die ressorteren onder de sociale, sanitaire, sport-, culturele en audiovisuele sector, die door de Franse Gemeenschap worden toegelaten, aangemeld, gecontroleerd, gesubsidieerd en erkend, die om die redenen ressorteren onder de Algemene Directie hulpverlening aan de jeugd, de Algemene Directie gezondheid, de Algemene Directie sport, de Algemene Directie cultuur, de Algemene Directie audiovisuele sector en multimedia, het Secretariaat-generaal, of waarvan het toezicht en het beheer ressorteren onder de « Office de la Naissance », instelling van openbaar nut die de rechtspersoonlijkheid heeft bij toepassing van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort : "ONE".

HOOFDSTUK II. — *Begrip geïnfomatiseerde databank voor tewerkstelling*

Art. 2. § 1^{er}. Het Secretariaat-Generaal heeft als opdracht een geïnfomatiseerde databank voor tewerkstelling op te richten en te beheren die voor de non-profit sector de bij de artikelen 4 en 7 vereiste inlichtingen omvat.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de inzameling, de mededeling en de verwerking van de gegevens alsook de termijnen binnen welke en hoe vaak ze moeten worden uitgevoerd, met inachtneming van de volgende principes :

1° Als beheersinstrument zoals bepaald in hoofdstuk III, worden de beschikbare niet gecodeerde persoonsgegevens één keer per jaar ingezameld en hebben betrekking op het vorige burgerlijk jaar. Er kunnen nadere regels voor de inzameling van de gegevens binnen een termijn die korter is dan één jaar door de Regering worden bepaald, indien dit noodzakelijk blijkt voor een optimale aanwending van de subsidies ten gunste van de werkgevers. Die gegevens worden bewaard gedurende een periode van 10 jaar, die begint op de eerste dag van het trimster dat volgt op dat van de ontvangst van de gegevens. Als een beroep wordt ingesteld tegen een beslissing die op grond van die gegevens wordt genomen, dan worden die bewaard totdat een minnelijke of gerechtelijke schikking wordt getroffen;

2° Als statistisch instrument zoals bepaald in hoofdstuk IV, geschiedt de inzameling van anonieme erkende inlichtingen of, bij ontstentenis daarvan, van inlichtingen die gecodeerd zijn bij de kruispuntbank van de sociale zekerheid of bij de gegevens van de gewest- en/of gemeenschapsoverheden één keer per jaar. Die gegevens worden zonder tijdsbeperking bewaard.

§ 2. De Regering bepaalt de nadere regels betreffende de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de persoonsgegevens in verband met de oprichting van die geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling en met het gebruik ervan door de verschillende besturen van de Franse Gemeenschap, met inachtneming van de volgende beginselen :

1° de organisatie van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling, de vaststelling van het veiligheids- en vertrouwelijkheidsplan voor de niet gecodeerde persoonsgegevens en voor de anonieme samengevoegde gegevens of, bij ontstentenis daarvan, voor de gecodeerde gegevens, ressorteren onder de verantwoordelijkheid van het secretariaat-generaal, dat zijn opdracht aan het overheidsbedrijf voor de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën uitbestedt, met inachtneming van de opdrachten die aan dat overheidsbedrijf toewezen zijn met toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, en onder toezicht van een veiligheidsadviseur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die door de Regering wordt aangesteld;

2° met toepassing van artikel 5, worden enkel de niet gecodeerde persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de controle op de inachtneming van de criteria voor de toekenning of voor de erkenning of voor de verantwoording van de subsidies van de betrokken activiteitssector respectievelijk overgezonden aan de algemene directies, de algemene dienst, het secretariaat-generaal en de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), vermeld in artikel 1, 3°. Het in punt 1° vermelde veiligheids- en vertrouwelijkheidsplan heeft betrekking op de personalia van de betrokken personen en op de beperking van de inlichtingenstroom;

3° Met toepassing van artikel 8, worden enkel de anonieme samengevoegde gegevens, of, bij ontstentenis daarvan, de gecodeerde gegevens die noodzakelijk zijn voor het opmaken van relevante statistieken en het optimaliseren bij de besluitvorming betreffende het beleid inzake subsidiëring en ontwikkeling van de non-profit sector respectievelijk overgezonden aan de algemene directies, de algemene dienst, het secretariaat-generaal en de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), vermeld in artikel 1, 3°. Het in punt 1° van dat lid vermelde veiligheids- en vertrouwelijkheidsplan heeft betrekking op de personalia van de personen die over die gegevens beschikken en op de beperking van de inlichtingenstroom;

4° De diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en/of de diensten van de O.N.E. verrichten de erkenning en/of de uitbetaling van de subsidies op grond van authentieke gegevens die verkregen worden via de databanken van de federale, gewest- en/of gemeenschapsoverheden, aangevuld met bijkomende gegevens die rechtstreeks bij de betrokken werkgevers werden verkregen en die niet beschikbaar zijn bij authentieke bronnen;

5° De diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en/of de diensten van de O.N.E. stellen ter beschikking van de in artikel 1, 1°, bedoelde werkgevers, volgens een veiligheidsprocedure bepaald in het veiligheids- en vertrouwelijkheidsplan en met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, de geïnformatiseerde gegevens voor tewerkstelling die rechtsreeks op hen betrekking hebben en die als basis hebben gediend voor elke beslissing op het vlak van erkenning, machtiging, verklaring of uitbetaling van subsidies. De Regering bepaalt de nadere regels en de termijn voor de overzending van die geïnformatiseerde gegevens voor tewerkstelling aan de betrokken werkgevers alsook een procedure voor eventuele beroepen.

§ 3. Bij de uitoefening van zijn opdracht inzake oprichting en beheer van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling, handelt het secretariaat-generaal met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan.

§ 4. De Regering bepaalt andere nadere regels voor de verkrijging van inlichtingen in verband met tewerkstelling, als ofwel overmacht belet dat de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling wordt georganiseerd, ofwel een onvoorspelbare gebeurtenis de erkenning en/of de uitbetaling van subsidies in het gedrang brengt als gevolg van een dysfunctie bij de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling.

§ 5. De verschillende uitvoeringsbesluiten betreffende de installatie van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling worden voor advies voorgelegd aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, ingesteld bij de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens alsook aan de bevoegde adviescommissies of -raden.

Overeenkomstig artikel 15 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, worden alle aanvragen om gegevens bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, voor advies of machtiging vooraf voorgelegd aan het sectoraal comité van de sociale zekerheid en van de gezondheid.

HOOFDSTUK III. — *De geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling als beheersinstrument*

Art. 3. De geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling heeft tot doel :

1° de toekenning van de subsidies in verband met criteria betreffende de tewerkstelling en de nazicht van de verantwoording van die subsidies mogelijk te maken op grond van authentieke gegevens die worden verkregen bij de bestaande of nog op te richten databanken van de federale, gewest- en/of gemeenschapsoverheden, samen met de gegevens die rechtstreeks door de werkgevers worden verstrekt, als deze niet vermeld zijn in de voornoemde databanken;

2° de controle op de naleving van de criteria voor de toekenning van de erkenning in verband met tewerkstelling mogelijk te maken, op grond van authentieke gegevens verkregen bij de bestaande of nog op te richten databanken van de federale, gewest- en/of gemeenschapsoverheden, samen met de gegevens die rechtstreeks door de werkgevers worden verstrekt, als deze niet vermeld zijn in de voornoemde databanken;

3° op één enkele plaats de gegevens te centraliseren in verband met de werkgevers en de werknemers die tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap behoren;

4° de evaluatie mogelijk te maken van de gevolgen van de wijziging van een wets- of verordeningsbepaling, voor iedere werkgever afzonderlijk.

De geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling heeft betrekking op de toekenning en de verantwoording van subsidies alsook op de controle op de naleving van de criteria voor de toekenning van de erkenning van elk project dat 12 maanden of meer zal duren. Enkel de gegevens die strikt noodzakelijk zijn voor de erkenning en/of de toekenning van subsidies worden wettelijk verplicht in het kader van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling.

Art. 4. § 1^{er}. Om de opdrachten bepaald in artikel 3 uit te oefenen, bepaalt het secretariaat-generaal de volgende variabelen in de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling :

1° Betreffende de dienst of de instelling :

- a) het identificatienummer bij de kruispuntbank van de bedrijven;
- b) de volledige inlichtingen betreffende de dienst of de instelling;
- c) het identificatienummer dat eigen is aan het bestuur dat bevoegd is voor de controle op de naleving van de voorwaarden voor de machtiging, de verklaring, het toezicht, de erkenning en/of de subsidiëring;
- d) de paritaire commissie(s) en, eventueel, de paritaire subcommissie(s) of activiteitensector(en) waaronder de dienst of de instelling ressorteert;
- e) de openbare financieringsbron(nen).

2° Betreffende de personen die bij een arbeidsovereenkomst of in statutair verband worden aangeworven, of die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst arbeidsprestaties leveren onder het gezag van de werkgever :

- a) de identificatie van de werknemer;
- b) de gegevens betreffende het ambt van de werkgever die noodzakelijk zijn voor de toekenning van de erkenning en/of van de subsidies;
- c) de gegevens betreffende de arbeidstijd van de werknemer die noodzakelijk zijn voor de toekenning van de erkenning en/of van de subsidies;
- d) de gegevens betreffende de loonkosten, met inbegrip van de eventuele steun voor tewerkstelling, die noodzakelijk zijn voor de toekenning van de erkenning en/of van de subsidies;

3° Betreffende de dienstverleners die een activiteit binnen de instelling of de dienst als zelfstandige werknemer uitoefenen :

- a) de identificatie van de werknemer;
- b) de gegevens betreffende het ambt van de dienstverlener die noodzakelijk zijn voor de toekenning van de erkenning en/of van de subsidies;
- c) de gegevens betreffende de door de dienstverlener gepresteerde uren die noodzakelijk zijn voor de toekenning van de erkenning en/of van de subsidies;
- d) de gegevens betreffende de aan de dienstverlener uitbetaalde vergoedingen, die noodzakelijk zijn voor de toekenning van de erkenning en/of van de subsidies;

§ 2. De Regering bepaalt, in de uitvoeringsbesluiten betreffende de erkenning en/of de subsidiëring in de verschillende activiteitensectoren, de in § 1 opgesomde gegevens die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van die opdracht, met strikte naleving van de in artikel 3 vermelde doelstellingen.

§ 3. De berekening van de voltijdse equivalenten wordt verricht op grond van de som van alle tewerkstellingen van alle werknemers bij één en dezelfde werkgever tijdens een kwartaal. Die berekening verwijst naar de 'mu', zoals die door het RIZIV wordt bepaald en uitgelegd wordt in artikel 2, 2°, g), van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen.

Art. 5. Het secretariaat-generaal stelt ter beschikking van de bevoegde ministers, de algemene directies, het secretariaat-generaal en de ONE, voor de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren en met strikte naleving van de regel inzake evenredigheid tussen de inlichtingen die door deze worden overgezonden en de doelstellingen die door deze worden nagejaagd, de gegevens die noodzakelijk zijn om de in artikel 3 bepaalde opdrachten uit te oefenen.

HOOFDSTUK IV. — *De geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling als statistisch instrument*

Art. 6. De geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling, als statistisch instrument, heeft uitsluitend betrekking op de werknemers die in de non-profit sector werken. Ze heeft tot doel :

1° Het opmaken van relevante statistieken inzake evaluatie van de behoeften in de aangelegenheden die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, aantal en kwaliteit van de gecreëerde banen, aantal en omvang van de diensten of instellingen van de non-profit sector;

2° Het optimaliseren bij de besluitvorming betreffende het beleid inzake subsidiëring en ontwikkeling van de non-profit sector.

Art. 7. § 1. Om de opdrachten bedoeld in artikel 6 uit te oefenen, bepaalt het secretariaat-generaal de volgende variabelen in de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling :

1° de gegevens die noodzakelijk zijn voor de bepaling van de activiteitensectoren : paritaire commissie, NACE-sector, erkenningstype;

2° de gegevens waarmee de betrekkingen in voltijds equivalent, per activiteitssector, per diploma, geslacht, ambt, salarisklasse, leeftijd kunnen worden bepaald;

3° de verdeling van de betrekkingen per geslacht, leeftijd, diploma, gewest, op grond van de gepresteerde uren of van het salarisoniveau, per ambt, per barema;

4° de verdeling van de steun voor tewerkstelling per sector, geslacht, ambt, salarisklas, leeftijd;

5° de gegevens die noodzakelijk zijn voor de studie van de « beurtwisselingen bij het personeel », de doorstroming uit en naar de sectoren, de stabiliteit van de tewerkstelling, de mobiliteit binnen en tussen de sectoren, de mogelijkheid tot inschakeling van werknemers die afkomstig zijn uit de wedertewerkstellingsprogramma's zoals de gesubsidieerde contractuelen, de werknemers die de maatregel « steun voor tewerkstellingsbevordering » of het doorstromingsprogramma genieten, op een andere arbeidsmarkt.

§ 2. De berekening van de voltijdse equivalenten wordt verricht op grond van de som van alle tewerkstellingen van alle werknemers bij één en dezelfde werkgever tijdens een kwartaal. Die berekening verwijst naar de 'mu', zoals die door het RIZIV wordt bepaald en uitgelegd wordt in artikel 2, 2°, g), van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen.

§ 3. De Regering bepaalt de in § 1 opgesomde gegevens die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van die opdracht alsook de gegevens inzake begrotingsvooruitzichten die ze de mogelijkheid geeft om de evolutie van de lonen te berekenen en op elke verhoging van de weddeschalen vooruit te lopen, met strikte naleving van de in artikel 6 vermelde doelstellingen.

§ 4. Als het verkrijgen van gecodeerde gegevens noodzakelijk is voor die statische studies, kunnen die gegevens pas verkregen worden met de toestemming van het sectoraal comité van sociale zekerheid en gezondheid.

Art. 8. Het secretariaat-generaal stelt ter beschikking van de bevoegde ministers, de algemene directies, het secretariaat-generaal en de ONE, voor de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren, de anonieme samengevoegde gegevens, of bij ontstentenis daarvan, de gecodeerde gegevens die noodzakelijk zijn om de in artikel 6 bepaalde opdrachten uit te oefenen.

HOOFDSTUK V. — *Controle*

Art. 9. De Regering stelt de ambtenaren aan, belast met de controle op de naleving van de bepalingen van dit decreet en de besluiten tot toepassing ervan.

De Regering stelt een veiligheidsadviseur aan die onder het Ministerie van de Franse Gemeenschap ressorteert en bepaalt de nadere regels voor het opstellen van een naamlijst die de personen vermeldt die beschikken over een gemachtigde toegang tot, enerzijds, de niet gecodeerde individuele gegevens, en, anderzijds, de anonieme samengevoegde gegevens, of, bij ontstentenis daarvan, de gecodeerde gegevens. Die naamlijst wordt ter beschikking gesteld van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, ingesteld bij de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

HOOFDSTUK VI. — *Evaluatie*

Art. 10. § 1. Twee Comités worden door de Regering opgericht :

1° een begeleidingscomité, dat een dubbele opdracht heeft : enerzijds, adviezen voorbereiden of uitbrengen over de nadere regels voor de operationele, financiële, technische en administratieve uitvoering, voortvloeiend uit de toepassing van het decreet, de besluiten tot toepassing ervan, en van de actieprogramma's betreffende de geïnformatiseerde databank, anderzijds, dit decreet evalueren;

2° een sturingscomité, belast met het voorbereiden en/of uitbrengen van adviezen over de bepalingen voor de programmering, uitvoering of aanpassing waarvoor een overleg vereist is tussen de partijen die bij de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling betrokken zijn.

§ 2. De samenstelling van het begeleidingscomité en zijn werkwijze worden door de Regering vastgesteld op de voordracht van de Minister-President(e) en op voorafgaand advies van de secretaris-generaal. Het Comité wordt door de secretaris-generaal of diens vertegenwoordiger voorgezeten. Het bestaat voornamelijk uit de administratieve en technische verantwoordelijken voor de uitvoering van de opdracht alsook uit de vertegenwoordigers van de betrokken ministers. Deskundigen kunnen aan zijn werkzaamheden deelnemen.

§ 3. In het kader van zijn adviesopdracht, brengt het begeleidingscomité inzonderheid adviezen uit over de prestaties die in dat kader worden geleverd door onderaannemers, over de uitbetaling van de bedragen die in hun voordeel werden vastgelegd; het verleent bijstand aan de technische processen.

§ 4. In het kader van zijn evaluatieopdracht, verricht het begeleidingscomité een tweejaarlijkse evaluatie van dit decreet. De nadere regels voor de uitvoering van de evaluatieprocedure op grond van de hieronder vermelde oriëntaties worden door de Regering vastgesteld op de voordracht van de Minister-President(e).

§ 5. De beginselen en oriëntaties van de door het begeleidingscomité gevoerde evaluatie zijn de volgende :

a) de evaluatieprocedure bestaat uit drie opeenvolgende fasen :

1° de analysefase zelf, op initiatief van het secretariaat-generaal, bestaande in de verwezenlijking van een evaluatieverslag vóór het einde van de maand april volgend op de referentieperiode van twee jaar waarop de evaluatie betrekking heeft;

2° een fase voor het onderzoek van het verslag door het begeleidingscomité, waaraan de betrokken instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap alsook de betrokken adviesraden en -commissies zullen deelnemen;

3° een fase voor de goedkeuring van het verslag en van de besluiten van het begeleidingscomité door de Regering, na advies van het begeleidingscomité;

4° het goedgekeurde evaluatieverslag wordt overgezonden aan de betrokken adviescommissies en -raden alsook aan het Parlement van de Franse Gemeenschap;

b) de inhoud van de evaluatie heeft betrekking op ten minste :

1° de gevolgen van de regels voor de vaste geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling op de interne administratieve vereenvoudiging en op de betrekkingen met derden;

2° de kwaliteit en de hoeveelheid beschikbare beheersgegevens en statistische inlichtingen;

3° de administratieve en technische middelen die voor de werking van de geïnformatiseerde databank worden bestemd;

4° de vooruitzichten betreffende de ontwikkeling van de geïnformatiseerde databank, zowel binnen de Franse Gemeenschap als met de andere betrokken federale entiteiten en deelstaten.

De eerste evaluatie wordt door dat comité uitgevoerd op het einde van het tweede burgerlijk jaar volgend op de inwerkingtreding van dit decreet.

§ 6. De samenstelling van het sturingscomité en zijn werkwijze worden door de Regering vastgesteld op de voordracht van de Minister-President(e). Het comité wordt door de Minister-President(e)- of zijn(haar) vertegenwoordiger voorgezeten; het laat de sociale partners aan zijn werkzaamheden deelnemen, en het kan ook deskundigen laten deelnemen.

§ 7. Bij de uitoefening van zijn sturingsopdracht, zorgt het sturingscomité inzonderheid voor het behoud van de oriëntaties die door het decreet en de besluiten tot uitvoering ervan werden bepaald en voor het nemen van aanpassingsbeslissingen die noodzakelijk worden gemaakt door onverwachte gebeurtenissen.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingsbepalingen en inwerkingtreding*

Art. 11. In artikel 8 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 28 februari 1978 houdende organisatie van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening, zoals gewijzigd bij de decreten van 19 juli 1991 en 17 december 2003, wordt het eerste lid, 1^o, gewijzigd als volgt :

« 1^o vaste subsidies waarvan zij het aantal en het bedrag vaststelt volgens criteria die zij bepaalt, bij wijze van tegemoetkoming in de bezoldiging van het technisch of leidend personeel overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sectoren en houdende diverse bepalingen. Overeenkomstig het voormelde decreet van 17 december 2003, bepaalt de Regering, in voorkomend geval, voor de gegevens betreffende de tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 12. In artikel 7 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juni 1980 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties, zoals gewijzigd bij het decreet van 17 december 2003, wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de gegevens betreffende de tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 13. Artikel 47, derde lid van het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd bij de decreten van 29 mars 2001 en 1 juli 2005, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het vast deel dekt de personeelskosten en de werkingskosten van de dienst. De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de gegevens betreffende de personeelskosten, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 14. In artikel 27bis van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, zoals ingevoegd bij het decreet van 17 december 2003, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de gegevens betreffende de betrekking die het recht op een subsidie opent, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 15. In artikel 4 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1994 houdende erkenning en subsidiëring van de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België wordt een nieuw lid tussen de tweede en derde leden ingevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de gegevens betreffende de weddesubsidie, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 16. Tussen artikel 18 en artikel 19 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 juli 1994 betreffende het kinder- en jeugdtoneel wordt een artikel 18bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 18bis. De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de gegevens betreffende de tewerkstelling, zowel voor de erkenning als voor de subsidies, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 17. Het decreet van de Franse Gemeenschap van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheids-promotie in de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij de decreten van 11 juli 2002 en 17 juli 2003, wordt gewijzigd als volgt :

1^o In artikel 10 wordt tussen het eerste lid en het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :
« De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de voorwaarden voor de aanwending van de subsidies in verband met de tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een

geïnformiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan.»

2° In artikel 14 wordt een § 3 toegevoegd, luidend als volgt : « De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de voorwaarden voor de aanwending van de subsidies in verband met de tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan.»

3° In artikel 16 wordt tussen het eerste lid en het huidige tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt : « De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de voorwaarden voor de aanwending van de subsidies in verband met de tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan.»

4° Artikel 17ter, § 3, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Regering stelt de voorwaarden vast voor de toekenning van de subsidies aan de voorzieningen bedoeld in § 1. Zij bepaalt, in voorkomend geval, voor de voorwaarden voor de aanwending van de subsidies in verband met de tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan.»

Art. 18. Tussen artikel 15bis en artikel 16 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecetra wordt een artikel 15ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de toepassing van de artikelen 11, 14, 15 en 15bis, bepaalt de Regering, in voorkomend geval, voor de gegevens in verband met het personeel, de gegevens uit de geïnformiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan.»

Art. 19. In artikel 49 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van jongereninformatiecentra en van hun federaties, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, wordt een zesde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de gegevens in verband met de opdrachten die het voorwerp van een verkiezing uitmaken, de gegevens uit de geïnformiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan.»

Art. 20. In artikel 11 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 juli 2001 betreffende de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Interfederaal en Olympisch Comité wordt een 6° toegevoegd, luidend als volgt :

« 6° De Regering bepaalt, in voorkomend geval, de gegevens uit de geïnformiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan.»

Art. 21. In het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie wordt, tussen artikel 8bis en artikel 9, een artikel 8ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de toepassing van de artikelen 8 en 8bis, bepaalt de Regering, in voorkomend geval, voor de gegevens betreffende de personeelskosten, de gegevens uit de geïnformiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan.»

Art. 22. Artikel 24, § 1, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 24, § 1. De Regering bepaalt de wijze van uitbetaling en verantwoording van de in dit hoofdstuk bedoelde subsidies. De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de gegevens betreffende de tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De verzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 23. Artikel 20, eerste lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Regering bepaalt de wijze van uitbetaling en verantwoording van de in dit hoofdstuk bedoelde subsidies. Zij bepaalt, in voorkomend geval, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De verzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 24. In het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen, wordt, tussen artikel 11 en artikel 12, een artikel 11*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, in voorkomend geval, en voor zover de subsidiëeringsvoorwaarden met de kwaliteit van de tewerkstelling verband houden, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De verzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 25. In artikel 5 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "ONE" wordt een tweede lid toegevoegd :

« Voor de toepassing van artikel 5, eerste lid, 1°, bepaalt de Regering, in voorkomend geval, voor de gegevens betreffende de tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De verzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 26. In artikel 12 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de subsidiëeringsvoorwaarden in verband met de tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De verzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 27. Artikel 74, § 2, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De Regering bepaalt de criteria en de nadere regels voor de toekenning van de subsidies, waarbij inzonderheid rekening wordt gehouden met de toekenning van een vaste basissubsidie die dezelfde is voor elke lokale televisiezender, en met het aantal betrekkingen en het volume eigen productie overeenkomstig zijn opdracht van openbare dienst bedoeld in artikel 64.

Zij bepaalt, in voorkomend geval, voor het volume van de tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De verzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 28. In artikel 40 van het kaderdecreet van de Franse Gemeenschap van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, in voorkomend geval, per domein en per type activiteit waarvoor tewerkstellingsvoorwaarden vereist zijn, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De verzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 29. Het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang wordt gewijzigd als volgt :

1° In artikel 33 wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Voorzover die subsidies met personeelskosten verband houden, bepaalt de Regering, in voorkomend geval, voor die personeelskosten, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De verzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

2° In artikel 34, tussen het eerste lid en het tweede lid, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de personeelskosten, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De verzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

3° In artikel 35 wordt tussen het eerste lid en het tweede lid, en nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor het bewijs van de kosten voor de werving van het personeel bedoeld in artikel 16, §§ 2 en 3, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De verzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 30. Artikel 9, 2, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2. indien de vereniging een actieveld dekt van minstens een provincie of een gewest waarvan het aantal inwoners minstens gelijk is aan het aantal dat bepaald werd door de Regering, een jaarlijkse forfaitaire subsidie voor de werkgelegenheid. De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de gegevens betreffende de tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De verzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 31. Het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sectoren en houdende diverse bepalingen wordt gewijzigd als volgt :

1° In artikel 4 wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de gegevens betreffende de tewerkstelling in verband met, inzonderheid, de bezoldigingen, sociale bijdragen en diverse lasten, andere subsidies van de overheid, en met inachtneming van de barema's bepaald bij de collectieve arbeidsovereenkomst(en) van de paritaire commissie nr. 329, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De verzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

2° Artikel 12, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Onverminderd artikel 4 en volgens regels die door de Regering nader te bepalen zijn na advies van de adviescommissies en de adviesinstanties die bevoegd zijn voor de verschillende sectoren waarop het decreet betrekking heeft, levert de werkgever elk jaar het bewijs dat hij alle voorwaarden van het decreet vervult voor het bekomen van de subsidie, uiterlijk op 31 januari van het jaar dat volgt op het jaar gedurende hetwelk hij subsidies ontvangt met toepassing van het decreet. »

Art. 32. In artikel 16 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de adoptie, zoals gewijzigd bij het decreet van 1 juli 2005, wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de gegevens betreffende de personeelskosten, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De verzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 33. Het decreet van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten wordt gewijzigd als volgt :

1° Tussen artikel 18 en artikel 19 wordt een artikel *18bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *18bis*. De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de gegevens betreffende de tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

2° Tussen artikel 21 en artikel 22 wordt een artikel *21bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *21bis*. De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de gegevens betreffende de tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 34. In artikel 13 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen wordt een § 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de gegevens betreffende de tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 35. In artikel 4 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de weddesubsidie, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 36. Het decreet van de Franse Gemeenschap van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap wordt gewijzigd als volgt :

1° In artikel 30, § 1, wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, voor de inlichtingen in verband met tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

2° In artikel 31, § 1, wordt tussen het eerste lid en het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, voor de inlichtingen in verband met tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 37. In artikel 10 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 maart 2007 tot organisatie van de erkenning en de subsidiëring van een vereniging van Franstalige sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, voor de inlichtingen in verband met tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 38. In artikel 3 van het decreet van 2 juli 2007 houdende subsidiëring van de opleiding van de jonge voetballers, wordt na het eerste lid een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, voor de inlichtingen in verband met tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 39. In artikel 5, tweede lid van het decreet van 12 mei 2004 houdende de erkenning en de betoelaging van telefonische onthaaldiensten voor kinderen, wordt in fine een lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, voor de inlichtingen in verband met tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 40. In artikel 6 van het decreet van 12 mei 2004 ter bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de organisatie van sportactiviteiten in de wijk, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 mei 2007, wordt in fine een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt, voor de inlichtingen in verband met tewerkstelling, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal en bepaald wordt door het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap. De overzending en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en van de besluiten ter uitvoering ervan alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten ter uitvoering ervan. »

Art. 41. De Regering stelt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast.

Zodra dit decreet in werking is getreden, begint een overgangsperiode van twee jaar te lopen gedurende welke de overgang van de huidige methode voor de inzameling van de gegevens naar het gebruik van de gegevens uit de geïnformatiseerde databank zal worden georganiseerd door het secretariaat-generaal, met de medewerking van de bevoegde besturen.

Gedurende de overgangsperiode, wordt de installatiefase door het begeleidingscomité na één jaar geëvalueerd op de verjaardag van de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 oktober 2007.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota

(1) *Zitting 2006-2007-2008.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 442-1.

Stukken van de Raad. — Commissieamendementen, nr. 442-2. — Verslag, nr. 442-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van woensdag 10 oktober 2007.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 114

[C - 2007/29364]

**8 NOVEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant les échelles de traitement de certaines fonctions de sélection et de promotion**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée;

Vu le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, tel qu'il a été modifié;

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, notamment l'article 139;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, tel qu'il a été modifié;